****

Attaqué, le candidat d’En Marche ! a répliqué : « Je n’ai pas été parachuté. En revanche, j’ai bien été parachutiste ! »

photo é. c. Sud Ouest 8 juin 2017

**Les candidats aux législatives dans la quatrième circonscription ont répondu en direct, à la radio, aux questions du public, mardi soir. Les petites phrases ont été légion, dans une ambiance survoltée**

Manquait-il ne serait-ce qu’une seule personnalité publique du Piémont oloronais au débat qui a opposé les candidats à l’élection législative sur la 4e circonscription, mardi soir ? Rien n’est moins sûr. Toujours est-il que la salle du Conseil municipal de la mairie, chauffée à blanc et noire de monde, a été le théâtre de belles passes d’armes entre les candidats, qui ont répondu à l’appel de Radio Oloron, organisateur de l’événement, en partenariat avec « Sud Ouest » et « La République des Pyrénées ».

Le maire d’Oloron, Hervé Lucbéreilh, trépignait d’impatience dans l’après-midi, évoquant « le match de boxe » du soir, pour lequel il ne raterait « pas une miette ». Gageons qu’il n’ait pas été déçu. Sur les 14 candidats, tous avaient fait le déplacement ou étaient représentés par leur suppléant, à l’exception de la candidate Lutte ouvrière, Lucile Souche, qui avait pour remplaçant un militant, et Bernard Arrabit, du Parti national basque, qui lui avait laissé chaise vide. Même Jean Lassalle est arrivé à l’heure, honneur qu’il n’avait pourtant pas fait à France 2 pour le débat présidentiel.

**Les clones de leurs candidats**

Sans tour de chauffe, et dès la première prise de parole, le représentant de Lucile Souche, Cyrille Marconi, a foncé tête baissée sur Loïc Corrégé, candidat La République en marche (LREM), dans un discours anticapitaliste, maintes fois répété au cours de la soirée, qui ne fut pas sans rappeler celui de la candidate LO à la dernière présidentielle, Nathalie Arthaud. Un sentiment de déjà-vu qui a pu s’exacerber au regard de la prestation du candidat de l’UPR, François-Xavier Dattin, qui a beaucoup axé son discours sur la sortie de l’Europe, n’hésitant pas à citer précisément, comme François Asselineau lors du débat télévisuel de la présidentielle, plusieurs traités européens.

Laurent Inchauspé a, lui aussi, commencé fort la partie – au passage, on notera quelques rumeurs dans le public quand celui-ci a évoqué son père, longtemps député sur ce territoire -, se targuant de ne pas faire partie des appareils politiques, « comme ça peut être le cas pour Bernard Uthurry et Marc Oxibar », et reprochant au candidat de LREM, Loïc Corrégé, issu de la société civile, d’avoir été « parachuté ». Réponse de l’intéressé : « Je remercie Laurent Inchauspé pour sa bienveillance. Ces valeurs font que ce sera difficile pour toi d’être au côté de Macron. » Le ton était donné.

**Carrières et zones blanches**

Tout au long du débat, les candidats ont été amenés à répondre aux questions du public. Des membres de l’association de défense de la forêt du Bager en ont profité pour leur demander de signer une charte pour protéger l’environnement, en alertant sur « les dangers que représente le projet de carrières ». Pour Debout la France, Xavier Deriquer a exprimé que « l’eau du Bager » risquait d’être « détruite ». Robert Bareille a évoqué son souhait d’un « véritable projet de développement du territoire ». La candidate écologiste a abondé dans ce sens, insistant sur le « faible nombre d’emplois » que représenterait selon elle le projet de carrières de Guillaume Costanzo.

Une autre question portait sur le développement du numérique et les zones blanches du Haut-Béarn. Jean Lassalle – qui a provoqué des rires quand il a déclaré « dans l’hypothèse où je serais élu ; car oui, tout est possible » -, qui souhaite que la circonscription devienne « pilote sur certains sujets régaliens », voudrait obliger les principaux opérateurs mobiles à raccorder tout le réseau. Loïc Corrégé a rétorqué que cette idée faisait partie des engagements de campagne d’Emmanuel Macron et que « nous donnons dix-huit mois aux opérateurs pour couvrir tout le territoire, avant d’appliquer des sanctions financières ».

**« Tais-toi, Jean Lassalle ! »**

Une autre voix a reproché aux candidats de la gauche de la gauche et d’EELV de n’avoir pas su trouver de terrain d’entente en vue de ces élections, morcelant de fait l’électorat, ne leur laissant que peu de chances d’accéder au second tour. « On s’est rendu compte qu’on était le même parti avec EH Bai, a reconnu Didier Bayens, pour la France insoumise. On va se partager les voix de part et d’autre… »

Enfin, on retiendra un tonitruant « tais-toi, Jean Lassalle ! Tu n’as jamais été là, tu n’as pas honte ? », lancé par un élu, visiblement mécontent du taux de présence du député sortant à l’Assemblée nationale. Un commentaire à l’image de l’élection sur cette circonscription ambivalente : électrique.

**Maternité : le point d’orgue**

Si les sujets débattus ont été nombreux, l’un d’entre eux a occupé une place prépondérante mardi soir, avec le sujet de la maternité d’Oloron. Marc Oxibar a évoqué le cabinet que pourrait embaucher la municipalité pour recruter les médecins manquants d’ici la fin de l’année, « question qui mérite qu’on s’y attarde ». Il souhaite une réforme du numerus clausus et une obligation pour les jeunes médecins à aller, dans leurs premières années d’exercice, dans les zones rurales. Mais là encore, peu d’éléments sur les solutions à apporter pour sauver la maternité.

Bernard Uthurry, pour sa part, a aussi parlé du problème de répartition des médecins sur le territoire. « Il faut bousculer le système libéral », a-t-il indiqué. Le candidat PCF Robert Bareille a évoqué, lui, « l’équation infernale » du sauvetage de la maternité, avec un hôpital d’Oloron confronté à un retour à l’équilibre financier. « Dans la dernière période, trois mamans auraient perdu leur bébé, si ce n’est la vie, si elles n’avaient pu être prises en charge à Oloron », a-t-il annoncé.

François-Xavier Dattin, pour l’UPR, souhaite lui aussi réformer le numerus clausus : « Avec trois fois plus de médecins, il y aurait trois fois moins de déserts médicaux », a-t-il prédit. Enfin, le député sortant, Jean Lassalle, a parlé d’un « très gros enjeu, pour lequel rien n’est fini ». Lui aussi a appelé à ce que l’hôpital de Pau « prenne ses responsabilités, comme l’a fait celui de Bayonne pour aider Saint-Palais à retrouver des médecins ». Le bilan de l’actuel député serait sérieusement entaché s’il correspondait avec la disparition d’un service public de première nécessité sur un territoire aussi conséquent.